
ABOU DABI – Séance de travail des dirigeants régionaux et de l’ALAC (6^e partie)

Dimanche 29 octobre 2017 – 9h00 à 10h15 GST

ICANN60 | Abou Dabi, Émirats arabes unis

HEIDI ULLRICH : Bonjour à tous. Je vous prie de prendre place. Nous allons commencer tout de suite. Si possible, asseyez-vous autour de la table.

Et je vais vous rappeler qu’au moment de commencer la séance, il faudra que vous disiez vos noms au moment de prendre la parole, pour les procès-verbaux comme pour l’interprétation. Merci.

ALAN GREENBERG : Merci à tous d’être là et d’appartenir à ce groupe, d’être là à l’heure, ce qui n’est pas fréquent ; et je pense que c’est le début d’une tendance. Nous avons un programme assez chargé ce matin, ce qui n’est pas fréquent non plus. À la dernière minute, on nous a limités un peu pourtant. C’est le fait que le Conseil d’administration a prévu d’avoir une réunion de 9 h à 10 h, ce qui veut dire qu’on n’a pas de membres du Conseil d’administration ici. Et vu qu’on n’a appris ça que très tard, on n’a pas pu programmer la visite du Conseil d’administration pour d’autres séances.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d’un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu’elle soit incomplète ou qu’il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

En théorie, on a une pause à 10 h 15, officiellement. Il se pourrait qu’on fasse une pause à 9 h 45, sans café probablement. Mais d’autre part, la discussion de la séance de 9 h 30 pourrait peut-être se prolonger un peu. Donc il se pourrait qu’on ne fasse pas de pause. Si vous avez besoin de sortir, allez-y. Vous pouvez sortir quand vous voudrez. Que l’on fasse des pauses ou pas, cela va dépendre de la deuxième partie de notre séance et de son déroulement. Mais nous allons commencer avec Rinalia et avec les autres membres du Conseil d’administration à l’heure.

Bien, premier point à l’ordre du jour aujourd’hui, c’est le sommet ATLAS 3. ATLAS veut dire Sommet At-Large, en anglais ATLAS Summit. Donc le premier était organisé en 2009 à Mexico, et le deuxième en 2014 à Londres.

Et diapositive suivante. Nous espérons que le prochain Sommet se tiendra à Kobe, au Japon, en mars 2019. Vous aurez remarqué que la dernière phrase après Japon dit « en fonction des fonds disponibles ».

La dernière fois, nous avons consacré de grands efforts à élaborer un plan pluriannuel pour pouvoir financer et organiser les réunions ATLAS, outre les assemblées générales que nous avons entre les réunions ATLAS. Formellement, l’ICANN n’a pas de processus de budgétisation pluriannuelle, mais nous avons un processus de budgétisation annuelle. La proposition de cette

année a été utilisée comme un modèle pour de prochaines mises en œuvre pour lesquelles on a besoin de fonds toutes les certaines périodes, n'est pas annuellement, où on a besoin de fonds qui sont mis de côté chaque année et qui sont après consolidés pour pouvoir financer ces grands déboursements qui sont nécessaires périodiquement. Cela a été approuvé par le Comité de finances et le Conseil d'administration. On ne sait pas clairement si cela sera effectivement fait, de mettre de l'argent de côté de manière à ce qu'il soit disponible quand le moment sera venu. Mais vous aurez peut-être entendu dire, c'est le PDG qui l'a dit, que nous sommes dans une situation où il y a des demandes de déboursements qui s'augmentent constamment et les revenus ne suivent pas cette même tendance.

Donc ça dépendra bien sûr des fonds disponibles. Ce n'est pas assuré, mais nous allons travailler pour essayer de le faire. Cela dit, nous commençons déjà à planifier en supposant que ce sera fait, que ce sera possible. On verra si c'est le cas, mais on va voir là où on en est en ce moment.

Une des questions sur lesquelles il faut que l'on se penche est « Qui assiste à ces réunions ». Pour le premier sommet ATLAS, c'était assez simple. On ne commençait qu'à peine avec des ALS et des RALO, et nous avons invité toutes nos ALS. Pour le deuxième sommet, nous avons à peu près la même chose. Donc on avait un peu plus de personnes, mais en général il y a

toujours du monde qui ne peut pas venir. Mais le plan était à peu près le même. Cette fois-ci, la situation est véritablement très différente. D’une part, il va falloir que l’on décide de la quantité de places disponibles dès le début. On aurait entre 225 et 250 places. Cela pourrait se réduire et il est possible que l’on ait encore moins de place que d’ALS.

De même, en parallèle avec la vérification pour le sommet ATLAS, nous sommes toujours en train d’essayer de transmettre notre vision pour les révisions d’At-Large. Et dans ce cadre, nous nous sommes engagés à augmenter notre focalisation sur les membres individuels, sur l’ALS, substantiellement.

De même, nous avons dit que nous allons nous concentrer sur les membres des ALS. Alors, le concept de demander à nos représentants d’assister, et le représentant pourrait ou pourrait ne pas être la personne la plus active de l’ALS, alors on fera comme on le fait en Amérique du Nord en ce moment. C’est d’envoyer une personne en représentation de tous les membres individuels et ça pourrait ne pas être le bon modèle si l’on a beaucoup de personnes actives. Que ce soient des membres individuels des ALS ou des membres individuels qui n’appartiennent pas à des ALS.

Donc il est à peu près clair que nous ne pouvons pas transmettre notre vision de la mise en œuvre de la révision d’At-Large et en

même temps de faire quelque chose de tout à fait différent pour la planification du sommet ATLAS. Alors il va falloir qu’on coordonne les deux, que l’on s’aligne. Alors pour que ça soit clair, ce concept d’une personne par ALS qui serait probablement le représentant ayant droit de vote, ce ne serait pas le bon modèle, mais cela fera l’objet d’une discussion à venir.

Donc il va falloir qu’on décide en définitive des critères pour assister aux sommets. Et nous avons une date butoir d’ici un an, à peu près, supposant que le plan continue. Il va falloir que, d’ici un an, l’on désigne les noms des personnes spécifiques. Parce que c’est à ce moment-là qu’on va commencer à faire les plans de déplacement pour la réunion de mars.

Avant de commencer, je voudrais savoir s’il y a des questions ou des commentaires. Il s’agit là d’un changement radical. Je ne fais pas semblant que ça ne le soit pas, mais on n’a pas vraiment le choix. Nous avons deux personnes sur la liste des intervenants en ce moment, Olivier et Sébastien.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Alan. Je soutiens pleinement ce que vous dites. Et c’est la première fois qu’il faut que je parle plus fort. Pardon. Je suis pleinement d’accord avec ce que vous dites. Bonjour à tous. Je suis d’accord avec vous Alan, et je pense qu’il faut que, en

parallèle avec ce processus, nous commençons également à obtenir toutes les données de participation du sommet ATLAS 2 puisque nous savons que la participation de certaines personnes n’était pas géniale.

Mais en même temps, je pense qu’il faudrait également qu’on commence à faire le suivi de la participation au sein de notre communauté de différentes manières. Je ne veux pas ici lancer le débat de ce qui représente de la participation, parce qu’on aura des appels et des réunions à venir d’ici l’année prochaine. Mais il faut faire attention au fait que nous grandissons à des taux surprenants, et il est à prévoir qu’on aura plus de structures At-Large de places pour la participation aux sommets.

Que je sache, on ne pourra pas demander à avoir plus de place que les numéros que vous montrez à l’écran, d’une part, en raison du coût et d’autre part en raison des coûts logistiques, de la question de logistique. Plus le groupe sera grand, plus on aura besoin de place dans les salles et on a des limitations. Mais ce n’est pas notre choix quel sera le centre de convention, quel sera le site. C’est le choix à l’ICANN. S’il faut trouver un site plus grand, ce n’est pas tout simplement un coup pour ATLAS 2, mais c’est différent pour toute l’organisation. Donc je ne pense pas que ça soit possible de le faire. Merci.

ALAN GREENBERG : Oui. Effectivement. Et comme je disais, les fonds disponibles n’ont pas été approuvés pour l’instant. Donc plus on sera nombreux, plus on aura de problèmes.

On a une longue liste d’intervenants. Je maintenant Sébastien qui va prendre la parole.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup. Je voudrais attirer votre attention sur ce qui est proposé là, parce que ça veut dire qu’à la fin il va y avoir quelqu’un ou quelques-uns qui vont décider qui a le droit et qui n’a pas le droit de venir. Et je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur modèle dans lequel nous devons travailler. Je pense qu’il faut qu’on responsabilise nos ALS, y compris l’ALS en Europe qui regroupe les membres individuels, et qu’on leur donne les éléments pour qu’ils choisissent. Parce que si c’est un petit groupe qui choisit pour 250 personnes, tous les abus sont possibles aussi dans ce sens-là.

Je ne suis pas sûr que le fait qu’il y ait une demande de la revue que l’on s’intéresse ou que l’on aide les individus à devenir membre est plus important que faire en sorte que les ALS continuent de fonctionner. Que nous allions jusqu’aux individus dans les ALS, pourquoi pas. Mais à la fin, ou alors on change complètement la structure et on enlève les ALS et on ne met que des individus. Si on a des ALS, il faut les responsabiliser. Leur

dire quels sont les éléments pour la participation, quels sont les éléments et à la suite et à la fin de cela, ils choisiront qui va les représenter dans cette structure.

Après, il y a quelques cas – il n’y en a pas 50 000 – de gens qui sont très participants, qui ne seront pas les représentants d’une ALS. Sur les 250 membres potentiels d’ALS qu’on va avoir, il y a toujours un certain nombre qui ne vient pas, qui ne viendront pas, qui sont « dead duck » comme ils disent en anglais et qui pourront être remplacés par ceux qui travaillent beaucoup. Mais ne nous mettons pas dans des solutions qui obligent un comité de faire un choix pour tout le monde. Ce n’est pas viable et ça n’est pas ça. Merci.

ALAIN GREENBERG :

Merci. Je ne pense pas qu’on ait dit qu’il y a un comité qui choisira pour tout le monde. Et bien sûr, il y aura des critères pour faire le choix. Et les RALO, je suis sûr, participeront au moment de faire le choix de leurs groupes. Mais il n’y a pas moyen d’ignorer cette indication de développer des membres individuels. Et on ne peut pas demander au Conseil d’administration de nous libérer de devoir suivre ces recommandations. Donc c’est ça le contraste. On n’est pas d’accord.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui. Je suis d’accord, mais je sais que même si la RALO est impliquée, ça sera pareil que si c’est fait au niveau global. Il faut que l’on explique aux ALS que c’est à elle de faire le choix d’un bon représentant. On ne peut pas, en fait, assumer cette responsabilité. La révision n’est pas un argument suffisant pour changer la manière dont At-Large fonctionne, donc pour changer notre structure. Autrement, il va falloir que l’on change At-Large complètement, et ce n’est pas le but que je sache.

ALAN GREENBERG : La liste est maintenant fermée. Sébastien, merci de partager votre opinion. On a Tijani maintenant.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. Je suis d’accord sur le fait que nous n’avons pas le droit de payer le déplacement pour des personnes qui ne sont pas actives du tout. Je suis également d’accord sur le fait que les personnes qui sont actives devraient se faire payer le déplacement, même si elles n’ont pas un poste officiel. Je ne suis pas d’accord sur le fait que l’on considère plus les membres individuels que les ALS. Il faudrait qu’il y ait un équilibre.

Vous avez également parlé de la révision. Je suis d’accord avec vous, mais cela s’applique à tout. Non seulement spécifiquement aux sommets, mais également à tout le reste de

notre travail. Ce qui m’inquiète, c’est la participation. Il faut que l’on passe par un niveau de participation. Il faut que l’on ait des registres de participation, parce que les personnes qui viennent réunions se font payer les déplacements. Il y en a qui participe très bien, mais après il y a des personnes qui se font payer les déplacements, mais qui ne viennent pas dans les réunions, dans les séances. Donc il faut savoir qui fait quoi dans la réunion. Donc on a besoin de toutes ces évaluations.

Il faut également que l’on ait un registre de participation des personnes lors des appels mensuels de chaque RALO, et leur participation à toute autre activité de l’ALAC et de l’At-Large. C’est ça la base du niveau qu’il faut mesurer pour la participation à tout autre sommet. Merci.

ALAN GREENBERG : Satish.

SATISH BABU : Merci. Premièrement, nous sommes très contents que le sommet ATLAS 3 se fasse presque certainement dans la région Asie-Pacifique. C’est notre région.

J’ai en ce moment des quotas entre les structures At-Large les membres individuels qui seraient une conséquence de la révision At-Large.

Je soutiens Sébastien lorsqu’il dit que l’on ne doit pas changer l’essence même d’At-Large ou de l’ALAC. On ne peut pas changer le système que l’on suit. Il faut faire attention à cela. Je voudrais également demander une sensibilité par rapport au système à suivre pour commencer à choisir des participants potentiels.

Donc je vois également que la révision et ses résultats ne sont clairs que d’ici quelques mois. Mais je pense que l’on ait un préavis suffisant et suffisamment de discussion de ces critères au sein de nos équipes de direction régionales pour que l’on puisse faire les commentaires de chaque région. Donc je demanderai une souplesse régionale.

ALAN GREENBERG : Merci. Il faudrait que l’on décide comment nous allons assigner les postes disponibles par région. Si on n’utilisait pas les ALS comme la seule mesure, ce qui est a décidé, peut-être que les régions ne seraient pas un critère à suivre. Mais c’est à discuter. On a maintenant Alberto.

ALAN GREENBERG : Bonjour à tous. Est-ce que je vous attends ? C’est bon ? Vous avez des écouteurs ? Alors, je pense que ce deuxième point aura un grand impact sur le premier. En ce concernant notre RALO, nous avons des mesures qui sont prêtes depuis un moment. Il

faudrait qu’on en discute. On en a discuté en interne déjà. Mais si elles étaient approuvées telles qu’elles, on aura suffisamment de critères pour décider de qui participe aux réunions générales comme le Sommet. Parce qu’on a 54 ALS, mais il n’y a qu’une vingtaine qui est active.

Et ici, au sein de l’ALAC, on a déjà discuté du besoin d’établir des critères ; peut-être pas pour l’ALAC, mais oui, pour les RALO, pour l’assistance aux réunions. Parce que, par exemple, lors de la dernière réunion à Londres, on a eu des personnes qui n’ont jamais assisté à des réunions de LACRALO et qui étaient des touristes à Londres parce qu’ils ne venaient même pas dans nos propres séances. Donc ça, c’est absolument à éviter.

Donc espérons que LACRALO — je ne sais pas pourquoi les mesures ne sont pas évaluées, mais elles sont prêtes. Et si c’est vrai, cela nous prendra peu d’heures. En fait, on a une participation que l’on demande de 24 heures par an. Ce n’est pas énorme. Merci.

ALAN GREENBERG :

Oui. En ce moment, il faut supposer, c’est un acquis, que l’on discutera du niveau de participation aux réunions et aux activités des autres groupes. Donc nous allons prendre note des registres d’assistance au sein de ces groupes. C’est vrai qu’on ne l’a pas fait jusqu’à présent, on n’entrera pas dans les détails,

mais nous avons des registres de l’ATLAS 2. On a des registres d’assistance aux réunions, aux appels, et tout cela sera disponible pour les personnes qui devront prendre la décision. D’une manière ou d’une autre, nous aurons ces informations.

Et il ne nous reste plus que cinq minutes. Pardon, vous voulez prendre la parole ? Allez-y.

GISELLA GRÜBER :

Oui. Il est important de noter, je ne sais pas si vous avez compris, en ce concernant l’assistance, que si vous arrivez 15 minutes plus tard et vous ne nous le faites pas savoir, nous perdons compte. Nous prenons note de l’assistance au début de la réunion, parce qu’il faudrait que vous soyez dans la salle. Et si vous arrivez en retard, mais que vous ne nous le faites pas savoir, nous ne prenons pas note de votre assistance. Vous ne pouvez pas venir nous dire, « Ah oui, mais moi j’ai participé ». On se dit oui, mais vous êtes arrivé à une demi-heure en retard. Parce qu’il est impossible de suivre l’assistance de tout le monde.

Et j’ajoute que pour les réunions des RALO, nous avons des registres d’assistance qui peuvent être mis à votre disposition. Il faudra les traiter un peu, mais c’est tout ce dont on a besoin.

ALAN GREENBERG : Nous allons nous assurer que cela est fait. Mais nous devons travailler avec ICANN, avec le personnel. Nous ne pouvons pas éviter de le faire. C’est indispensable. Et cela figure dans les recommandations d’ICANN, d’ITEMS, dans nos recommandations. Nous devons contrôler cela. Nous avons presque fini cette séance. Nous n’avons pas vu toutes les diapos encore.

Je voudrais qu’on parle aussi des fonds des enchères. C’est un point important. Donc si vous me permettez, nous allons en parler plus tard. Sinon, nous ne pourrons même pas avoir le temps de présenter l’idée. Donc je passe à la prochaine diapo.

Voilà. Donc ici vous voyez le programme général et nous allons en discuter. Gisella, est-ce que vous pouvez nous présenter cela ?

GISELLA GRÜBER : Je vais être brève. Depuis l’ATLAS 2 à Londres, nous avons un nouveau programme qui a été mis en place, qui signifie que l’équipe de réunion nous envoie le programme lors de la Séance intercommunautaire. Et ensuite, nous devons remplir les blancs. Donc ATLAS 3 d’avoir des problèmes, des questions de programmes qui vont être différents. Il va y avoir un groupe qui va travailler sur ces points.

Il y a toujours des cas où nous avons des réunions qui ont lieu en parallèle avec d’autres séances. Et donc, cela va être encore plus compliqué que d’habitude. Ce que nous proposons, c’est que les séances premières du premier, du deuxième et du dernier jour, comme dans le module d’ATLAS 2 de Londres, aient lieu à ces horaires-là où ces jours-là. Ensuite, nous aurons des séances de samedi. Nous avons des salles pour 50 personnes pour ces petites séances et, pour la plénière, nous avons des salles pour 250 personnes.

Vous voyez que dans ces endroits où aurait lieu la réunion, certaines salles sont plus ou moins grandes. À Londres, on avait de la chance à ce niveau-là. Donc nous allons en discuter avec l’équipe qui s’occupe de l’organisation de la réunion. Nous allons mettre en place un groupe séparé pour travailler sur ce programme.

ALAN GREENBERG :

Oui. Je précise qu’on aimerait faire ce type de planification à l’avance, mais on ne sait encore pas très bien ce qui va se passer à Kobe, et nous le saurons plus tard.

Et si vous regardez les groupes intercommunautaires qui existent pour notre réunion, ici, ils sont très importants, à la réunion d’Abou Dhabi. Donc nous allons devoir faire du travail à la dernière minute, parce que la structure de nos réunions

devient plus rigide, et donc ça va être un défi. Il va falloir assumer tout cela.

Je pense que ça va être compliqué. On ne peut pas passer trop de temps sur les détails pour le moment. Prochaine diapo.

Thèmes possibles. Voilà les thèmes pour ATLAS. Certains thèmes d’ATLAS 2 ne vont pas être repris pour ATLAS 3. Nous verrons cela plus tard.

HEIDI ULLRICH :

De nouveau, il y a eu des discussions pour ATLAS 3 et des activités qu’ils se focalisaient sur les participants avant leur arrivée au sommet. Donc certaines suggestions ici, pour ATLAS 3, pour les activités de préparation, nous avons le cours d’ICANN Learn. Cela va être présenté cette semaine avec la présentation de la nouvelle plate-forme. Les séminaires Web, les e-books, les présentations de thèmes. Il y a des podcasts aussi pour que nous puissions donner aux gens avant qu’ils arrivent à une série de documents.

Pour ATLAS 2, on avait aussi des newsletters et des entretiens qui ont été présentés, qui ont été organisés donc avant l’arrivée des participants. Donc on peut préparer tout cela avant la réunion.

ALAN GREENBERG : Je vois que Ricardo a une question. On la garde pour la fin. On n’a pas beaucoup de temps. On est un peu en retard.

Heidi, est-ce que vous voulez prendre ce point-là ? Je pense que c’est une première approche.

HEIDI ULLRICH : Oui. Plusieurs étapes. La préparation devrait être faite, devrait être terminée pour janvier 2019. Le programme devrait être terminé à ce moment-là en fonction des séminaires Web, de ces activités de préparation. On devrait donc commencer au début de l’année 2019. Pour les voyages, tout cela devrait être prêt pour le 7 décembre 2018.

GISELLA va commencer deux semaines avant à organiser les noms et à mettre en place un programme des programmes de réunions. Tout cela va avoir lieu en décembre 2018, entre — depuis le mois de juin 2018, nous allons commencer à travailler là-dessus. Voilà. Donc c’est là que nous en sommes. Nous allons devoir créer un comité d’organisation ; peut-être pas aujourd’hui, mais il faudra le faire le mois prochain. Au mois de novembre.

ALAN GREENBERG : Pour ce qui est de l’organisation, j’ai demandé à trois personnes de s’occuper ce processus. Cette première personne, c’est

Maureen, une des vice-présidentes, qui va s’en occuper. Et j’aimerais aussi qu’Olivier en tant que président sortant qui a participé à la dernière réunion d’ATLAS s’en occupe. Eduardo aussi, qui a joué un rôle important pour les deux autres réunions d’ATLAS. Ce groupe devrait être aussi complété par d’autres participants. Je pense que vous allez devoir travailler en même temps que la révision d’At-Large. Ça va être une année active, en partant du principe que nous allons trouver un financement pour cela. J’espère que ce sera le cas.

Nous devrions commencer à chercher des sponsors aussi, parce que cela a été une partie importante dans notre réunion précédente d’ATLAS 2.

Et donc, je voudrais dire que nous avons d’abord plusieurs personnes qui voudraient prendre la parole. Ricardo, je ne sais pas quel était l’ordre les personnes qui veulent prendre la parole. Il y a Tijani. Il y a Olivier. Il y a Daniel. Je ne vois pas très bien quelle est cette carte. Bien. Et ensuite, nous passons au point suivant. Donc je donne la parole à Ricardo. Ricardo, allez-y, et ensuite Seun.

RICARDO HOLMQUIST : Je parle en espagnol. Dans la diapo que vous venez de présenter portant sur les participants de cette réunion d’ATLAS 3, c’est justement ce qu’on disait tout à l’heure. On suppose que les

gens devraient déjà être au courant. Les gens qui participent au RALO, qui travaillent dans les réunions d’ALAC, donc leur demander tout cela, ça n’a pas beaucoup de sens. On passe 10 minutes à discuter pour dire que les gens qui doivent venir doivent être informés. C’est clair. On devrait demander d’autres choses aux gens qui vont venir, un peu plus que cela.

ALAN GREENBERG :

Merci. C’est noté. Oui. Nous ne voulons pas dire aux gens de prendre des cours de manière arbitraire, des cours qui ne vont pas leur servir. Nous allons tenir compte et nous allons probablement faire des erreurs aussi. Mais nous allons essayer de faire de notre mieux. Tijani, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci. Je pense que nous sommes un petit peu freinés par le fait que beaucoup d’entre nous ont déjà travaillé sur des thèmes brûlants pour chaque région. Ça va être difficile de trouver des thèmes à aborder lors du sommet ATLAS.

Par exemple à AFRALO, nous avons certaines choses qui sont déjà organisées. Mohamed s’en occupe. Et nous essayons de mettre tout cela à jour. Donc nous aurons des thèmes brûlants mis à jour par région.

Et je ne pense pas que les blocs au niveau du programme seront un problème. Nous allons nous adapter à ces programmes qui seront faits pour la réunion en général. Mais le plus important est de définir les thèmes, de définir le format, la façon de travailler : comment nous allons faire ; est-ce que nous allons répéter le même format que dans les sommets ATLAS précédents ; est-ce que nous allons faire les choses de manière différente. Voilà.

ALAN GREENBERG : Olivier. Allez-y.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Alan. Olivier Crépin-Leblond au micro. Alan, vous avez mentionné trois personnes pour s’occuper de cela. Est-ce que je peux faire une suggestion qui serait d’inclure les directeurs, les présidents des RALO ? Nous devons faire participer les RALO à cela. Et ensuite, un des présidents du groupe de participation et d’engagement devrait aussi participer à ce travail. Il faut qu’il y ait un lien entre le groupe de travail, les RALO et ALAC.

Ensuite, deuxième point. Dans votre diagramme concernant le calendrier pour ATLAS 3, je voudrais vous dire que dans les discussions préalables, je pense que nous n’allons pas prendre de décision au cas par cas pour les gens qui vont être invités à

venir à ATLAS 3. Je pense que ce type de décision sera basé sur des raisons solides et je pense qu’on pourrait commencer en janvier 2018. À ce moment-là, on aura déjà une série d’indicateurs de performance à suivre pour chaque ALS, appliqués pour chaque ALS, de façon à pouvoir évaluer les structures At-Large a évalué les gens qui vont venir, être invités. Il faut que, donc, ces indicateurs soient prêts pour janvier 2018 pour commencer à évaluer tout cela, et ensuite, au mois de décembre, choisir les participants.

ALAN GREENBERG :

Merci. Je demande trois personnes pour s’occuper de prendre la tête de ce petit groupe, et ensuite, il y aura d’autres personnes. Donc nous en parlerons plus tard. Ce que vous proposez est tout à fait raisonnable, dont je suis d’accord.

Daniel, allez-y.

DANIEL K. NANGHAKA :

Je pourrais faire une suggestion s’il vous plaît ? Je pense que la d’avocats contrôlent pression expression écrite nous avons des problèmes de temps, ici. Et probablement, le mieux serait de demander aux présidents des différents groupes de travail, y compris le développement des capacités, de — on pourrait aussi mettre l’accent sur ce qu’Olivier vient de dire, aussi ces points-là

qu’Olivier a mentionnés me paraissent importants aussi. Merci.
J’ai fini.

ALAN GREENBERG : Je ne vais pas contrôler tout cela, mais je propose que l’on ne fasse pas un groupe de travail avec beaucoup trop de gens. Un groupe de travail trop nombreux ne fera pas du bon travail. Seun, vous avez la parole.

SEUN OJEDEJI : Merci. Deux choses.

Je voudrais dire que pour ces indicateurs, je suis d’accord. Mais ces indicateurs doivent être un système standard utilisé pour tous les RALO.

Deuxième point, je pense que l’idée de sponsors est quelque chose d’important dont il faut tenir compte. Et il nous faut à ce moment-là commencer le plus tôt possible à nous occuper de cela. Et il faut publier quelque chose quelque part à propos d’ATLAS 3 pour trouver des sponsors. À moins que vous ne vouliez que les ALS soutiennent ces efforts, les ALS devraient chercher des sponsors. À ce moment-là, il faut publier quelque part que nous cherchons des sponsors pour pouvoir demander que cet événement soit sponsorisé. Il faut publier cela quelque part.

ALAN GREENBERG : Pour le moment, nous ne savons même pas si cela va avoir lieu. Si ça va avoir lieu, où et quand. Jusqu’à maintenant, je n’ai pas toujours été très bon dans le recueil de fonds, mais en tout cas nous n’allons pas seulement parler de sponsors isolés événement. Il faut aussi sponsoriser certains dîners ce type de choses. Donc ICANN va financer la principale partie, mais ensuite il nous faudra trouver d’autres sponsors. Nous ne savons même pas ce qu’il nous faudra comme fond. Donc je pense que cette discussion peut s’arrêter ici.

Sébastien, allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET : J’ai une question, Monsieur le Président. Est-ce que vous avez décidé ou est-ce que vous suggérez que ces trois personnes décident pour ALAC ?

ALAN GREENBERG : J’ai demandé à ces trois personnes de participer. S’il y a une objection au niveau d’ALAC, si vous préférez qu’on passe qu’on fasse un autre — qu’on applique à notre processus, je serais ravi d’entendre votre opinion. Ces gens ont une certaine expérience et je pense qu’ils sont aptes en ce sens.

Evin, vous avez demandé la parole.

EVIN ERDOGDU : Il y a une question dans le chat, de Daniel Nanghaka. « Est-ce que les ALS ont la possibilité de chercher des sponsors » ?

ALAN GREENBERG : Je viens de répondre. Le comité d’organisation va nous indiquer, je pense, quelle direction à suivre dans ce sens. Sébastien, est-ce que vous voulez reprendre la parole ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Non. Non. J’ai reçu votre réponse. Si vous voulez mon opinion, je pense que ça devrait être une décision d’ALAC. Dire que si quelqu’un n’est pas d’accord qu’il le dise, ce n’est pas une bonne manière de faire les choses. Si quelqu’un veut participer, c’est très bien. Moi je trouve que la façon dont vous présentez les choses ne me plaît pas beaucoup. Je pense que vous pourriez proposer à ALAC de prendre une décision.

ALAN GREENBERG : Nous allons en reparler lors de la réunion de conclusion. Nous prendrons une décision à ce moment-là. Je proposais ces trois personnes parce que je pense que ce sont des personnes aptes, vu leur expérience et leur position, à s’occuper de cela.

Maintenant, si ALAC propose autre chose ou n’est pas d’accord, c’est la responsabilité d’ALAC. Tout à fait.

Prochain point. Est-ce que nous pouvons avoir la diapo s’il vous plaît ? Je ne sais pas s’il y a un document sur l’utilisation des fonds recueillis dans les enchères. Je vais envoyer un e-mail parce que nous avons une situation dans laquelle le fonds de réserve actuel a été épuisé à cause des dépenses liées à la transition des fonctions IANA. Et le budget a augmenté ; les réserves ont augmenté.

Et maintenant nous demandons à la communauté si l’on doit avoir un fonds de réserve, premier point. Et je pense que ce serait faux de dire que non. Ce serait une erreur. Et ensuite, à combien de mois de financement est-ce que ce fonds de réserve devrait correspondre ?

Evin, je vois que vous levez votre carte. On a suggéré qu’une source possible pour remplir les réserves serait les fonds correspondant aux enchères. Ce type de choses — on a suggéré d’utiliser un certain pourcentage, on ne sait pas encore à quoi bon correspondre ces fonds des enchères. En tout cas, il y a eu une question à propos du .web, du nouveau TLD .web, qui pourrait être diminué. En tout cas, 60 % ou 70 % pourraient correspondre aux enchères et donc les choses pourraient changer. Il y a un chiffre d’entre 100 millions et plus. Donc est-ce

que cet argent doit être utilisé ? Dans quelle mesure ? À quel niveau cet argent doit être assigné au fonds de réserve ?

Leon qui est le président entrant, on peut demander à Leon si ALAC doit prendre ce type de décision, de participer à ce type de décision à travers une discussion. Donc si vous voulez, nous avons une queue ici de personnes qui voudraient prendre la parole. Evin, est-ce que cette question est liée au thème actuel ou est-ce que c'est lié au thème précédent ?

EVIN ERDOGDU : Non. Au thème précédent.

ALAN GREENBERG : Bien. On attend. On le laisse pour plus tard. Nous avons plusieurs personnes qui veulent prendre la parole. Olivier, Leon. Notre séance [a] terminé il y a une minute, donc sachant cela, je vous demanderais d'être brefs.

LEON SANCHEZ : Merci. Je voulais juste vous dire que j'aimerais connaître l'opinion de la communauté At-Large sur ce point. Je sais qu'on en a parlé déjà beaucoup. On a parlé du fonds, donc des enchères, au niveau du CCWG. J'aimerais savoir quel est l'opinion d'ALAC, pas seulement l'opinion du CCWG. L'opinion

d’ALAC. Je pense que nous devons avoir une opinion là-dessus. Nous devons avoir une organisation d’ICANN qui soit durable dans le temps. Donc je pense que c’est un élément clé ici pour y parvenir.

Et je pense aussi qu’il faut qu’il y ait des dépenses qui soient faites de manière responsable par ICANN. Donc je pense que oui, nous devrions avoir une partie de cet argent provenant des enchères qui soit utilisé pour le fonds de réserve d’ICANN, qui soit le même fond que celui utilisé pour la transition. Mais ensuite, il faut voir comment on peut optimiser les dépenses et donc ensuite s’occuper de créer ce fonds de réserve.

ALAN GREENBERG : Speaker queue. Olivier. And excuse me, we have French on channel 1 again.

INTERPRÈTE : Non. Non. C’est bon. Maintenant il parle allemand.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Bon. Salem Alekum. C’est Olivier qui parle. Deux commentaires.

Premièrement, par rapport au fonds de réserve, lors de la réunion intercommunautaire sur la transition de la supervision de l’IANA, on a eu des discussions concernant la stabilité de

l’Internet, de l’IANA, de l’ICANN. Et donc le concept d’un fonds de réserve pour l’IANA après transition, qui maintenant s’appelle PTI, était proposé par Cheryl, Alan et moi lorsqu’on a participé au groupe de travail et lorsque nous nous sommes réunis avec Xavier par la voie téléphonique.

Alors c’est juste pour faire savoir que nous avons soutenu cela. Donc maintenant c’est à vous de savoir si le reste le soutient ou pas, mais c’est raisonnable dans le sens que si l’ICANN n’a plus d’argent, ce ne sera pas bon. Mais on a toujours des aspects imprévus. Mais pour les organisations, cela s’ajoute également à la stabilité du système d’identificateurs de l’Internet.

Mais j’ai deux questions. Est-ce que les revenus des enchères sont à 250 millions de dollars ? Et quelle est la taille du fonds de réserve dont nous avons besoin ? Est-ce que vous avez des idées ?

ALAN GREENBERG :

Les fonds des revenus des enchères sont à 235 millions, mais la taille a été fixée à une année de déboursement. Et en ce moment, il y a une consultation publique pour savoir quelle devrait être la taille du fonds de réserve.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Et c’est quoi les déboursements ?

ALAN GREENBERG : 130 millions ? À peu près 130 millions, je pense.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Alors je pense qu’on en est à 50 % des fonds qui sont des revenus des enchères, qui entreraient dans les fonds de réserve.

ALAN GREENBERG : Oui. Une des questions auxquelles il faut que l’on nous réponde c’est quelle est la proportion de cela qu’on pourrait utiliser.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Mais il nous manque combien en ce moment ?

ALAN GREENBERG : Beaucoup. Mais on ne sait pas quelle est la cible aussi.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Alors je ne peux pas répondre à votre question.

ALAN GREENBERG : Oui. Ce n’était pas ce que je demandais. Bien. Donc nous allons passer directement à la prochaine séance.

LEON SANCHEZ : En ce moment, on a à peu près 45 millions de dollars dans le fonds de réserve, mais le but serait d’avoir les prochains 12 mois comme budget opérationnel de réserve, ce qui représente à peu près 130 millions de dollars. Donc on parlerait de 90 millions de dollars comme seuil ; en ce moment, c’est du liquide et il y a un but que nous nous sommes fixé bien sûr.

Si vous considérez que tous les déboursements de transition représentent à peu près 35 millions de dollars, si l’on remplaçait cela à travers les revenus des enchères, on en serait à 70, ou un peu plus, millions de dollars, mais on aurait un plafond qu’on ne pourrait pas couvrir. Donc il faudrait qu’on « replenisse » ces fonds.

ALAN GREENBERG : Tijani. On mettra le compte à rebours à une minute.

TIJANI BEN JEMAA : Merci Alan. Je vais parler en arabe, au moins pour profiter de nos services d’interprétation en arabe.

Je suis d’accord avec le fait qu’il faut qu’il y ait un équilibre du point de vue financier pour l’ICANN. Et par conséquent, il va falloir qu’on « replenisse » les fonds de réserve de l’ICANN pour revenir aux niveaux qui ont été discutés aujourd’hui. Bien évidemment, il nous faut plus d’informations pour pouvoir

savoir dans quelle mesure où à quel niveau il faut que l’on arrive pour « retenir » ces fonds parce que nous n’avons pas les éléments qui nous permettent de savoir quels sont les besoins pour savoir quelle est la limite dont on a besoin. Alors est-ce que cela suffit où ça ne suffit pas ? Merci.

ALAN GREENBERG :

Oui. Il y a beaucoup de faits pour lesquels on n’a pas de réponse en ce moment. Sébastien ? Vous êtes sur la liste des intervenants ? Je pensais que Sébastien était le prochain. D’accord. Aucun problème. J’ai mal pris note de ma liste. Je vous ajouterai après.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Sébastien Bachollet. Je crois qu’il y a plusieurs éléments ici et là la difficulté. Le premier, c’est oui, il faut que l’argent qui est dans les mises aux enchères soit utilisé pour remettre au moins autant d’argent dans le fonds de réserve que ce qui a été enlevé pour la transition de la surveillance d’IANA par le gouvernement américain. Deuxièmement, il faut vraisemblablement que l’on suggère que ça soit un peu plus pour que l’on ne coure pas après l’argent et qu’il n’y ait pas un risque sur nos activités à nous.

Ça m’amène à mon troisième point. Oui. Je suis convaincu qu’il faut baisser les coûts de l’organisation, mais attention : le risque

c’est qu’on baisse le coût de nos activités et non pas le coût de l’organisation. Et donc il faut faire très attention dans ce qu’on dit et comment on le dit. Parce que l’organisation est aujourd’hui en charge, c’est-à-dire le staff, le personnel est aujourd’hui en charge de tout le budget. Il n’y a pas de séparation entre les gens que j’emploie, les gens qui voyagent ; c’est le même budget.

INTERVENANTE NON IDENTIFIÉE : Sorry to interrupt. Time is up.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je sais – time. Je sais.

Et donc la question ici c’est oui, il faut qu’il y ait moins de staff parce que 400 personnes, c’est une folie furieuse. Mais il ne faut surtout pas qu’on se retourne dans une situation où là où on fait les coupes budgétaires soit sur notre dos et sur celui des utilisateurs. Merci.

ALAN GREENBERG : J’assume que Judith était la suivante.

JUDITH HELLERSTEIN : Oui. Je suis l’une des participantes actives de ce groupe de travail, et je suis d’accord avec le fait que dans une certaine

mesure le fonds de réserve devrait être « repleni ». Mais je suis également très intéressée par cette idée d’essayer que l’ICANN finance bien le budget pour faire la bonne planification afin de pouvoir financer toutes les activités.

Si on a utilisé 35 millions pour la transition de l’IANA, alors, à ce moment-là, les fonds de réserve n’étaient pas bien calculés, n’étaient pas bien planifiés. Ça n’était pas en fait la transition de l’IANA qui a fait que l’on est maintenant moins de femmes disponibles, c’était une mauvaise prévision du budget. L’ICANN devrait être financièrement responsable. Donc je ne pense pas nécessairement.

EVIN ERDOGDU : Pardon. Vous n’avez plus le temps, Judith.

JUDITH HELLERSTEIN : Oui. Sébastien a dépassé les 30 secondes extra. Donc je ne pense pas—

ALAN GREENBERG : Il va falloir que l’on finisse la discussion ou alors il va falloir que vous respectiez le temps. C’est pour ça qu’on a un minuteur.

INTERPRÈTE : Elle a éteint le micro. On ne reçoit pas de son dans la cabine.

JUDITH HELLERSTEIN : Il faut que tout le monde adhère aux mêmes règles.

GISELLA GRÜBER : Donc finalement il n’y a pas de son. On s’excuse.

JUDITH HELLERSTEIN : C’est bon. Je continue. Vous voulez que je reprenne ? Pardon, je ne suis pas, là. D’accord. Alors, je pourrais reprendre.

Mais il faut que l’on ait une ICANN financièrement responsable et ce n’était pas le cas, parce que comme j’ai dit auparavant, ça n’était que ces 35 millions qui étaient utilisés comme fonds non prévu. Ils n’avaient pas bien planifié. Mais d’autre part, les revenus des enchères sont des fonds extraordinaires et ces fonds devraient également être alloués substantiellement au renforcement de compétence, à la formation. Ce qui se traduirait en une ICANN plus engagée, avec plus de participation. Et on n’aurait pas raté cette opportunité que nous avons devant nous. Donc il faudrait qu’il y ait des fonds de réserve, mais il faudrait que ça soit moins de 10 %.

ALAN GREENBERG : Merci. Nous avons maintenant marqué les interventions à un maximum d’une minute. J’espère que l’ordre sera correct. J’ai

fermé la liste maintenant. J’ai Ricardo, Seun, Evin, Hadia et moi-même. Ricardo ? Ricardo cède la parole, alors on a Seun maintenant.

SEUN OJEDEJI :

Je pense que j’aurais un peu de mal à parler pendant une minute, à me limiter, mais il me semble qu’il est très important de prendre en considération cette perspective de la prudence financière de l’ICANN. Mais je souhaiterais également réitérer la question de Sébastien. Il ne faut pas se tirer dessus. Je soutiens moi-même également cette augmentation de 20 % des revenus des enchères, qui devrait devenir une partie du fonds de réserve. Mais en même temps, ce n’est pas toujours clair. Parce que j’ai vu le budget de l’exercice fiscal 2018, et on en était à 140 millions à peu près, je pense.

Donc si l’ICANN a dépassé les 140 millions, est-ce que ça suffirait ? Et je pense qu’il faudrait que l’on nous donne des réponses là-dessus. Merci.

ALAN GREENBERG :

Hadia.

HADIA ELMINIAWI : Alors, j'ai une question à poser à Leon. Est-ce que vous croyez que si une partie des fonds de réserve est utilisée maintenant pour financer les coûts de l'ICANN, cela ne pourrait durer qu'un moment et que lorsque l'ICANN aura l'argent pour pouvoir couvrir ses propres dépenses, ces fonds pourraient être « repleinis » dans le fond des revenus des enchères ? Est-ce que vous croyez que ça serait une option ?

LEON SANCHEZ : Merci Hadia. Je ne le sais pas. Je ne sais pas. J'espère qu'il y a un plan pour « repleinir » ces fonds, les revenus des enchères, mais je pense que ça n'a pas été discuté jusqu'à présent. Comme vous savez, il y a une consultation publique sur les fonds de réserve en ce moment. Et je pense que peut-être que votre commentaire devrait s'ajouter au processus pour qu'il soit pris en considération et pour qu'on analyse sa faisabilité.

HADIA EL MINIAWI : Parce que je pense que la réponse à cette question pourra, en fait, informer le groupe de travail les revenus des enchères dans la manière dont ils mettent en œuvre leurs mécanismes. Merci.

ALAN GREENBERG : Evin.

EVIN ERDOGDU : Merci. Vous aurez peut-être déjà répondu à cette question, mais sur le chat on a une question qui demande de combien a-t-on besoin pour « retenir » les fonds de réserve ?

ALAN GREENBERG : En ce moment, on en est à presque 100 millions de dollars si le budget est le même et si la cible est un an. Si vous souhaitez prendre la parole, allez-y.

WALE BAKARE : Est-ce que cette question a été posée formellement par At-Large ? Peut-être qu’il faudrait qu’on lance un débat là-dessus, un débat formel, puisque cette question est venue de notre groupe pour discuter de la proportion des fonds venus des TLD ou des enchères dont on aura besoin pour pouvoir compléter le fonds de réserve. Je pense qu’At-Large pourrait assumer une position là-dessus.

ALAN GREENBERG : C’est ce que nous faisons en ce moment. Au moins, c’est ce que nous commençons à faire. Bien. Je pense que tout le monde a pris la parole. On a pu d’autres intervenants à la liste, sauf moi bien sûr. Mais je voulais faire quelques remarques pour réitérer

ce qui a été dit. Comme Sébastien l’a dit, il faut faire attention à ce que l’on demande. Il se pourrait que ça soit accordé. On a commencé à discuter des déboursements substantiels pour ATLAS. On a parlé de mesures qui pourraient inclure des exigences de personnel, entre autres.

Si vous voyez les recommandations de la révision d’At-Large, il y a beaucoup de coûts associés au personnel. Et si nous ne prenons pas des fonds de réserve venue des enchères, mais que nous décidons qu’il nous faut beaucoup de fonds, cela va sortir du budget opérationnel. On n’a pas d’autres sources d’argent. Donc plus on « repleinira » les fonds de réserve à partir des revenus opérationnels, moins on pourra consacrer à d’autres activités. Ce n’est pas facile comme équation, mais je pense qu’il faut que l’on partage notre avis.

Et je réitère, il y a une consultation publique sur les réserves elles-mêmes et non pas sur les fonds des enchères. Mais il faut que l’on considère sérieusement comment contribuer à cette discussion. C’est une source qui n’est pas infinie, et nous sommes parmi ceux qui ont besoin de plus que ce qu’on a en ce moment.

Leon, si vous souhaitez prendre la parole, nous allons ici commencer à prendre du retard.

LEON SANCHEZ : Oui. Je voulais vous remercier tous de vos contributions ; c’était très utile pour moi. Très informatif. Et je nous encourage en tant que communauté At-Large à continuer avec cette discussion, à participer à la consultation publique, et comme Alan, comme Sébastien et comme d’autres l’ont dit, il faut être créatifs par rapport à la manière de « retenir » ce fonds.

Pour moi, la conclusion principale est que nous sommes tous d’accord sur le fait qu’il nous faut une ICANN financièrement stable. Et pour ce faire, les fonds de réserve sont un aspect clé. Donc maintenant, il faut que l’on commence à penser à comment « retenir » ce fonds sans avoir un impact sur le budget opérationnel pour la communauté. Merci.

ALAN GREENBERG : Oui, d’accord. La manière la plus simple est de supprimer les demandes spéciales des SO et des AC. Ça nous permettra de « retenir » le fonds en deux minutes. La partie suivante de notre séance sera avec Khaled et Rinalia. Ils sont là.

Nous sommes censés avoir une pause-café qui était prévue à 10 h 15, mais, comme j’ai dit, nous allons commencer sans faire de pause, mais il se pourrait que vous souhaitiez sortir de la salle pendant quelques minutes. Ce n’est pas contre vous, Rinalia, que vous sachiez.

Donc nous allons consacrer maintenant une quinzaine de minutes à discuter de la révision At-Large et le reste du temps sera consacré à une discussion libre avec Rinalia et Leon.

Bien sûr, on pourra changer la location de temps entre les deux, mais sachant qu’il faut qu’on couvre les deux sujets. Et nous avons un arrêt direct parce que nous avons une autre réunion qui commence à 10 h 30 et nous voudrions qu’il y ait des gens ici dans la salle au moment de commencer. D’accord ? Je vous cède la parole.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci. Bonjour à tous. C’est un grand plaisir d’être ici dans la salle. Est-ce qu’il ne manque que Javier dans cette réunion ? Ou il manque d’autres gens ? Il n’y a que lui qui n’est pas là ?

ALAN GREENBERG : Oui. Javier est toujours à Porto Rico.

RINALIA ABDUL RAHIM : Est-ce qu’il est connecté à Adobe Connect ?

ALAN GREENBERG : Je ne sais pas.

RINALIA ABDUL RAHIM : Oui. Javier manque. On aurait voulu qu’il soit là, mais on comprend les circonstances. Je vous ai amené un petit cadeau ce matin au nom du Conseil d’administration. C’est Khaled Koubaa. C’est le président entrant du Comité auquel je participe en ce moment. C’est le comité qui révisé toutes les révisions de l’ICANN, les organisationnelles comme les spécifiques.

Donc nous sommes là pour vous parler de la révision At-Large, mais je voudrais également ajouter à notre sujet juste pour m’assurer que vous savez qu’il y a une révision SSR2, et c’est la révision de la sécurité, la stabilité, la résilience, parce que je pense que ça sera un sujet brûlant cette semaine. Et donc si vous avez des recommandations à faire, la recommandation pour faire cette révision est venue de mon comité, donc c’est l’occasion pour vous de faire des commentaires et pour apporter des précisions si on en a besoin.

Alors je vais vous raconter où l’on en est par rapport à la révision At-Large. Le comité s’est réuni en septembre et nous avons eu l’occasion d’écouter le réviseur indépendant qui a présenté un rapport. Et nous avons eu également l’occasion d’écouter les directeurs de l’équipe de travail de la révision At-Large. Alan a présenté votre point de vue. Et une fois qu’on a fait les présentations, l’OEC s’est réuni et nous nous sommes mis d’accord sur la manière d’aller de l’avant.

En ce moment, nous n’avons pas décidé des recommandations que nous formulerons au Conseil d’administration sur ce qu’il faudrait que l’on fasse avec la révision, avec les recommandations. Mais nous avons créé un document de repérage qui montre les problèmes et les réponses d’At-Large. Les problèmes identifiés et les réponses d’At-Large.

Que je sache, on s’est mis d’accord avec vous pour vous dire quel était le processus, et en novembre, avec la direction du comité par Khaled, on arrivera à un résultat final.

Que je sache, une fois le document de repérage, une fois qu’il est élaboré par le personnel, il est directement envoyé à l’OEC et non pas à vous. J’explique pourquoi. Le personnel a fait ça pour la première fois en tant que révisions organisationnelles et ils veulent être prudents pour respecter les attentes de l’OEC. Lorsque l’OEC se penche sur le document pour la première fois, ce n’est pas pour prendre des décisions. C’est pour voir de quoi il alerte et pour voir quelles sont les brèches identifiées. Mon attente est qu’il vous sera remis pour que vous puissiez remédier à ces brèches et que vous commenciez à travailler à l’avance pour pouvoir évaluer votre étude de faisabilité, votre plan, votre étude, pour voir quelles pourraient être les questions qu’on pourrait vous poser parce qu’il se pourrait qu’il y ait des lacunes. Lorsque je l’ai vu, je me suis dit « Eh bien, il se pourrait qu’il y ait des lacunes à aborder ».

Alors, avant de passer aux questions, je céderai la parole à Khaled.

KHALED KOUBAA :

Merci Rinalia. C’est toujours un grand plaisir pour moi aussi d’être de retour ici dans la salle d’ALAC. Je voudrais également souligner le fait que Leon appartient lui-même aussi au comité OEC, ce qui fait qu’on a deux membres qui connaissent bien l’ALAC, qui appartiennent à ce comité et qui sont à votre disposition pour discuter de vos questions.

Je pense que les révisions sont un élément important de notre travail et c’est pourquoi nous comptons sur vous pour que notre travail puisse être efficace. Je me joins à ce que disait Rinalia concernant le fait que la SSR2 est une révision importante pour nous et que nous sommes disponibles pour discuter des aspects qui ne sont pas clairs, du pourquoi on a décidé de publier cette révision. Nous avons déjà commencé à contacter les dirigeants des SO, des AC. On a discuté un peu avec tout le monde et nous sommes d’accord sur le fait qu’on a la possibilité de trouver une manière d’aller de l’avant aussitôt que possible. Merci.

ALAN GREENBERG :

Nous avons une liste d’intervenants, mais je pense que je suis le seul dessus. Je voudrais exprimer mon objection par rapport au

fait qu’il y a un comité du Conseil d’administration qui se penche sur un document sur At-Large sans que l’At-Large ait l’occasion de le voir et d’y faire des commentaires. Ça me rassure, que vous ayez dit bien sûr qu’aucune décision ne sera prise ou que vous prévoyez qu’il y ait des lacunes. Pourtant, cela ne comprend pas la situation à laquelle on pourrait voir s’il y a ou pas des lacunes. Mais bien sûr, comme vous et comme le personnel on dit, il s’agit d’une activité qui est une nouveauté. C’est la première fois qu’on fait cela. Il me semble qu’il est important au moment de faire une première expérience de cette sorte que l’on établisse un processus qui soit solide. La transparence, les exigences de transparence montrent — et je m’exprime au nom de l’ALAC — que vous puissiez écrire un document sur nous, – d’informations que nous avons écrites, peut-être très précisément, peut-être pas, mais que vous nous dites de nous préparer à faire des commentaires d’avance. On ne vous demande pas de répondre vous-même, mais je pense que la possibilité de partager une copie de ce document avec nous avant de devoir répondre au comité ne serait pas nocive pour vous non plus.

Est-ce qu’on peut voir s’il y a d’autres intervenants sur la liste avant de passer aux réponses ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Bien sûr.

ALAN GREENBERG : C’est la première fois qu’on n’a personne qui souhaite prendre la parole. John, allez-y.

JOHN LAPRISE : Merci. Je suis d’accord avec Alan. Il faudrait qu’au moins il y ait un type d’approbation concernant le document pour dire « Oui c’est bon, on l’a vu ; oui, ça reflète à peu près la réalité » avant de passer à l’étape suivante. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM : Je prends note de ces objections et je veux dire que les membres du comité ne sont pas des idiots non plus. Lorsqu’ils reçoivent un document du personnel, ils savent que c’est un document du personnel et non pas de l’At-Large même si c’est tiré du rapport d’At-Large. Et le document sera partagé avec At-Large, bien sûr, pour avoir vos contributions et vos confirmations du fait que cela reflète vos avis concernant les questions qui sont à résoudre, les actions que vous avez prises par rapport à ces problèmes.

Donc vous aurez l’occasion de faire des contributions. Mais si l’on parle d’un processus solide, il s’agit d’un processus solide. Nous avons des obligations vers vous, mais nous avons également des obligations vers le personnel pour les rassurer

qu’ils font bien leur travail à partir de nos attentes. En fonction de nos attentes.

Donc, soyons justes. On a chacun son rôle et il faut que chacun ait l’occasion de faire son travail. C’est ce que je dis. Personne n’aura un avantage ou un désavantage là-dessus.

ALAN GREENBERG : On a maintenant Sébastien et puis moi. Et je vois qu’il y a d’autres qui lèvent la main. Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je vais parler en Français.

J’aimerais qu’on sépare les deux sujets de la Review d’ALAC et d’AT-Large de la question de la Review de la sécurité et de la stabilité parce que je voudrais intervenir sur ce deuxième point aussi.

Mais sur la Review At-Large, je crois que les travaux qu’ont faits les différentes équipes d’ALAC et d’At-Large ont été très bons, mais elles ont demandé beaucoup de temps par la difficulté, et je dirais même l’incompréhension que ceux qui ont fait la revue — et j’en parle d’autant plus que je les connais très bien — ont mises dans leur Review. Ils ont inventé des choses qui n’étaient pas la réalité et ils ont proposé des choses qui sont totalement

irréalisables, ou alors on change At-Large et on change l’ICANN aussi demain matin parce que quatre experts l’ont faite.

Je voudrais faire un parallèle avec la revue qui était faite sur l’ombudsman. Sur l’ombudsman, ce sont des experts qui ont travaillé sur la question et c’est très différent sur le résultat qu’on peut en avoir. Et je pense qu’il faut réfléchir à comment améliorer sérieusement, pour le résultat, mais aussi pour le temps que nous passons en tant que communauté à travailler sur ces revues. Merci.

KHALED KOUBAA :

Je pense qu’on est certainement conscient de l’importance de la Review d’At-Large. En tant que comité, on est conscient que le travail qui a été fait et un travail qui nécessite peut-être plus de réflexion de la part de tout le monde. Et je peux vous assurer que le travail que l’OEC est en train de faire aujourd’hui et dans le futur sera focalisé sur l’importance du choix des experts qui vont effectuer des revues dans le futur, parce que je pense qu’il est nécessaire qu’on choisisse les meilleurs pour une meilleure « effectiveness of the review ».

Et deuxièmement, je pense qu’il y a eu, et ça peut être Rinalia va vous le confirmer, nous avons discuté de créer des étapes, en fait. Une première étape d’analyse des problématiques et une deuxième étape de confirmation vis-à-vis de ces

problématiques. Donc je pense que dans le futur, j’espère qu’on n’aura pas ce genre de problème. Et on est certainement conscient de cette problématique du choix.

ALAN GREENBERG : Ricardo.

RICARDO HOLMQUIST : Je vais parler en espagnol. Au-delà de cette discussion concernant le document, je voudrais savoir quelle est l’attente actuelle concernant cette révision. Quand est-ce que cela va être présenté au Conseil et quel est, au niveau du Conseil, quand est-ce que le Conseil pense qu’ils auront une opinion sur la révision d’ALAC ?

Je vous pose cette question parce que ATLAS 3 devrait avoir lieu au début de l’année 2019. On devrait déjà savoir quel est le résultat de la révision d’ALAC et tout cela avant ATLAS 3. Donc je pense qu’il y a certains points dont nous devrions discuter en tant qu’ALS, en tant qu’At-Large, en tant qu’ALAC. Et nous devrions pour cela savoir que pense le Conseil pour, donc, finir d’analyser les données de la révision.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci pour cette question, Ricardo. Je vais confirmer ce que Khaled a dit. En fonction des leçons apprises de la révision d’At-Large, on a amélioré le processus de révision dans son ensemble, l’évaluation pour confirmer les problèmes identifiés et la recommandation en elle-même. Et cela va être appliqué pour la révision du NomCom et pour les futures révisions.

Concernant le calendrier, je pense que Khaled et l’OEC vont se réunir au début du mois de novembre pour analyser le document, et nous présenterons les résultats At-Large. Donc je pense que nous aurons besoin d’un mois ou deux pour travailler là-dessus, et ensuite nous présenterons les résultats. Une fois que l’OEC aura de nouveau analysé les informations nécessaires, nous ferons des recommandations au Conseil.

Lorsque l’OEC aura fait des recommandations au Conseil, le Conseil donnera son opinion sur ces recommandations. Il dira s’il est d’accord ou pas. Donc de nouveau, on va avoir un aller-retour. Ça va prendre le temps nécessaire. Je pense que c’est important de le dire. On en a parlé avec le personnel de l’ICANN. On doit être sûr que l’OEC fera sa partie du travail, mais il faut savoir qu’il y a un processus qui est en place et que Khaled va devoir s’en occuper. Il va continuer à venir vous voir sur ces thèmes pour que vous soyez au courant de ce qui se passe et que vous puissiez faire un suivi de ce qui se passe.

ALAN GREENBERG : Tijani.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. J’ai levé la main parce que vous n’aviez pas encore parlé du choix de l’examineur. Je pense que c’est un point important et c’est une des erreurs justement de la révision d’At-Large. Même si on a remarqué que quelqu’un avait proposé unité et que cette idée a été conservée jusqu’à la fin, on n’a rien changé à partir du premier rapport jusqu’au dernier rapport. Cela veut dire qu’ils avaient déjà eu une idée et qu’ils voulaient la mettre en œuvre. Donc ce n’est pas une révision. Et ils ont toujours dit que la réforme d’At-Large — ils ont toujours parlé de la réforme d’At-Large, pas la révision d’At-Large. Ils parlaient de réformer At-Large. Donc je pense que c’est un problème important. Et maintenant je comprends que vous êtes au courant de ce qui se passe et je vous remercie.

ALAN GREENBERG : La queue est terminée. Nous avons maintenant Seun.

SEUN OJEDEJI : Merci beaucoup. Merci pour toutes ces informations que vous nous avez fournies. Je voudrais répondre au dernier commentaire de Rinalia.

Je pense que oui, nous devons respecter ce processus. Mais je pense que lorsque ce processus arrivera à sa fin, tout ne sera peut-être pas terminé. J’ai un écho. Excusez-moi. J’ai un problème d’écho, un problème technique.

Bien. Au niveau de la planification, je pense que ça serait bien de pouvoir dire, « Oui, le processus est long et dans les six prochains mois nous aurons fini, ou dans les trois prochaines semaines nous aurons fini ». Ça nous donnerait une petite idée.

Personnellement—

Bien. Bon. Il y avait une minute, j’ai fini ma minute. Donc merci.

ALAN GREENBERG : Oui. Peut-être un point de plus. Le calendrier est un problème pour nous. Nous ne pouvons rien y faire. Il y a déjà plus de deux ans qu’on travaille sur la transition des fonctions IANA et la responsabilité. On a reporté la révision d’At-Large à cause de ces processus. Donc on est passé d’une chose à l’autre. On a beaucoup travaillé pour ce processus. Et maintenant, on nous dit qu’il va y avoir une autre phase. Il va falloir travailler pendant

un mois de plus. On a la saison des vacances qui approche. On va reporter tout cela au mois de janvier du coup.

Donc je pense qu’il faut qu’on pense au travail pour lequel ALAC a été formé, et pas s’occuper constamment de ce type de choses. Les efforts qui sont consacrés à cette révision, quels que soient les bénéfices que nous allons tirer de cette révision, ces efforts prennent toute notre énergie.

Khaled, est-ce que vous voulez faire un commentaire final ?

KHALED KOUBAA :

Je voudrais que tout le monde sache que nous sommes en train de consacrer davantage de temps que ce qui est nécessaire à prendre sa décision, mais je pense que c’est nécessaire. Parce que nous voulons être au courant. Nous voulons connaître vraiment le problème. C’est un problème important. Nous ne voulons pas prendre de décision avant d’avoir bien compris ce qui est en jeu pour At-Large pour ICANN. C’est pour cela que nous prenons notre temps.

Et je peux vous assurer que l’OEC va faire son possible pour conclure cela le plus tôt possible. Mais comme l’a dit Rinalia, après les recommandations de l’OEC, il va y avoir une discussion avec le Conseil et nous ne savons pas si le Conseil va accepter

nos recommandations à 100 %. Mais en tout cas, nous voulons avoir davantage de visibilité. C’est tout.

ALAN GREENBERG : Un des principaux problèmes que j’ai identifiés et que le groupe – qu’on a identifié dans la révision, c’est qu’on prenait trop de temps pour différents processus. C’est une ironie. Bien. Nous avons trois minutes avant que SSAC entre. Je sais que Humberto voulait prendre la parole. Je ne sais pas à propos de quoi c’était. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Et je vais parler en espagnol. Je voulais vous inviter à aller à la réunion de LAC pour savoir comment ce rapport concernant la révision d’At-Large, pour l’Amérique latine, a des exemples concrets. Nous parlons maintenant de la fonction des leaders de LACRALO qui travaillent avec LACNIC dans le cadre du NIC Chili.

C’est un exemple concret de la proposition qui a été faite par l’équipe de révision. Je crois que demain, vous pourrez voir avec des cas concrets et comment nous avons travaillé pendant cette dernière année dans une relation qui est tout à fait positive pour l’utilisateur, avec des chiffres qui le démontrent. Je voudrais vous parler de cette expérience et la partager avec vous, donc je vous invite à participer, à venir assister à cette réunion. Merci.

ALAN GREENBERG : Nous n’avons plus de temps. Si vous voulez prendre la parole, allez-y. Nous allons consacrer 10 ou 15 minutes pour parler de tout cela avec les membres entrants de notre Conseil, de façon à avoir une discussion de transition. Mais je crois que nous sommes un petit peu en retard maintenant.

Sébastien, vous aviez une question sur la SSR ? Allez-y. Nous devons prendre cinq minutes de pause. Le personnel a besoin de quelques minutes de pause.

RINALIA ABDUL RAHIM : C’est ma dernière réunion avec vous en tant que réunion en face-à-face. Ensuite, j’aurais une réunion avec le Conseil. Et donc, je voulais vous remercier et vous dire que ça a été un plaisir pour moi. Et même si cela n’est pas dit publiquement, je pense que la relation que nous avons est quelque chose que nos collègues du Conseil admirent. Et cela m’a donné beaucoup de force. J’ai reçu votre soutien. Je veux vous en remercier et vous dire que ça a été un plaisir et un honneur d’être élue donc pour travailler avec vous. Merci.

ALAN GREENBERG : Bien. Je connais Rinalia depuis une dizaine d’années et je dois dire que je suis tout à fait orgueilleux d’elle. Bien. J’aurais aimé

discuter un petit peu plus avec vous et avec Leon. Nous essaierons de trouver un moment pour le faire.

Nous avons une pause de cinq minutes, puis nous reprenons avec SSAC. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]